

---

# INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES

---

Le journal de l'organisation anarchiste

---



# SOMMAIRE

---

---

---

<b>•Edito</b>	<b>Page 3</b>
---------------	---------------

<b>•Ni dieu ni maitre</b>	<b>Page 4</b>
---------------------------	---------------

---

## Dossiers

---

<b>•Il y a 80 ans mai 37</b>	<b>Pages 5 à 14</b>
------------------------------	---------------------

<b>•Police non merci !</b>	<b>Pages 15 à 17</b>
----------------------------	----------------------

<b>•Emile Digeon (portrait)</b>	<b>Pages 18 à 20</b>
---------------------------------	----------------------

<b>•Résultats et enseignements d'une mascarade annoncée...</b>	<b>Pages 21 à 23</b>
--	----------------------

---

## Brèves et chroniques

---

<b>• L'esclavage en terre d'islam</b>	<b>Pages 24 à 25</b>
---------------------------------------	----------------------

<b>•Occupy wall street</b>	<b>Page 26</b>
----------------------------	----------------

# EDITO DE RENTRÉE

Ce numéro d'infos devait sortir en juin et puis nous voilà en septembre et vous l'avez enfin sous les yeux... Nous y traitons des dernières élections, de notre campagne d'affirmation athée et d'autres sujets avec toujours pour objectif de proposer à celles et ceux qui nous lisent nos réflexions d'anarchistes sur les grands thèmes de l'actualité politique et sociale. Une façon de résister à tous les coups que nous assènent les gouvernements successifs et leurs copains du patronnat réunis...

## LA POLITIQUE AUTREMENT ?

C'est sur ce mantra qu'une nouvelle équipe a fait main basse sur la représentation nationale et le gouvernement du pays. Fini la politique à papa, on allait voir souffler le vent du renouveau qu'ils disaient ! Quel renouveau en effet que celui d'un ministre de la justice en charge de la moralisation de la vie publique obligé, à peine installé, de quitter le gouvernement avec d'autres ministres de son parti pour cause de bricolages avec l'argent public ! Quel renouveau que l'arrogance du président à la pensée complexe qui est persuadé que le petit peuple n'est pas en capacité de comprendre ses projets pour la France et même pour le Monde, en toute simplicité ! Quel renouveau que de charger le gouvernement précédent pour justifier toutes sortes de coupes budgétaires !... Bon arrêtons nous là en constatant qu'une fois de plus, plus ça change plus c'est pareil voire pire.

## LICENCIEZ FACILE, IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE... POUR LES PATRONS

Le gros morceau de la rentrée c'est bien sûr la Loi Travail numéro 2. Les opposant-es à la première mouture avaient déjà taté de la matraque socialiste, il est fort probable que les mêmes arguments seront distribués à celles et ceux qui ne se résignent pas à avaler les couleuvres que la bande de managers au pouvoir nous servent à grand coups d'ordonnances : ça va gazer dans les rues, on peut en être sûrs ! L'avenir se dessine très clairement : les licenciements se feront maintenant encore plus facilement et pour un coût facile à prévoir puisque les indemnités pour licenciement abusif seront plafonnées. Tout le reste n'est que du baratin. Les tauliers du MEDEF ne cachent pas leur joie, qu'est-ce qu'ils ont du siffler comme champagne ces derniers jours ! Bon maintenant c'est aux retraites et aux retraité-es que les startupper vont s'attaquer, ça promet !

## VOUS AVEZ DIT OPPOSITION ?

C'est promis la France Insoumise, excusons les du peu, va mener la lutte derrière le panache bleu blanc rouge de son lider maximo (il paraît que le poste était vacant). Bon il faut dire qu'ils ont un peu d'argent d'avance, les élections même perdues ça rapporte en subventions... Une fois de plus un tribun du peuple va l'exhorter à continuer à croire en des lendemains électoraux qui chanteront... Il y en a même qui penseraient à des élections anticipées. Cette religion là, comme les autres, c'est vraiment pas bon pour l'émancipation du genre humain.

## TERREUR RELIGIEUSE

Pas de suite de la saga sur le port du burkini cet été, juste Barcelone et Cambrills pour nous rappeler si besoin était que le fanatisme religieux tue toujours et continuera de le faire tant qu'on n'aura pas relégué les religions à la pratique individuelle et privée d'adultes consentant-es. Ce n'est pas en intégrant les dispositions de l'état d'urgence dans la loi qu'on y arrivera. S'affirmer publiquement en tant qu'athées est une nécessité pour lutter contre les effets de l'obscurantisme religieux partout dans le monde.

## UN MONDE NOUVEAU

Construire un monde nouveau, libre égalitaire et solidaire, est une nécessité absolue. Les anarchistes sont de ce combat de tous les jours. A chacun et chacune d'y prendre sa part, loin des sirènes politicardes, patriotardes et religieuses.

**Révolution, Sociale et Libertaire !**

**Organisation Anarchiste, septembre 2017**

# NI DIEU, NI MAÎTRE

Barcelonne, Cambrills, Londres, autant de noms qui viennent nous rappeler qu'on n'en a pas fini avec la barbarie du fanatisme religieux. Les revers militaires de Daesh en Syrie et en Irak ne se traduiront pas par la fin des attentats, il y a tout lieu de penser qu'au contraire ces actes abjects continueront.

Les religionnaires allumés qui tuent, qui sermonnent, qui bourrent le crâne des enfants vont nous pourrir la vie encore longtemps. Il faut dire que ce n'est pas l'intégration des mesures d'exception de l'état d'urgence dans le droit commun qui les arrêtera.

Les récupérations racistes et xénophobes d'un côté et le confusionnisme entretenu par les discours de ceux qui crient à l'islamophobie dès qu'on ose critiquer la religion musulmane ne nous facilitent pas la tâche.

L'aliénation religieuse est telle que tout est bon pour exonérer les religions de tous les crimes et exactions commis en leur nom depuis qu'elles existent. Dieu est amour donc toute violence commise en son nom ne serait le fait que d'une interprétation erronée des principes religieux.

Il y aurait donc les religions, bonnes et généreuses par nature, vierges de toute culpabilité passée ou présente et des extrémistes qui porteraient le chapeau pour toutes les atrocités commises au nom de Dieu.

Dès lors on comprendra aisément que les mesures prises consistent à traquer les fous de dieu criminels et à faire la promotion de religions qui auraient pour mission de répandre des torrents de béatitude et de charité pour le bien de l'humanité.

Cette approche est évidemment totalement irrationnelle, la lecture des livres religieux, l'étude de l'histoire des religions et des civilisations devraient suffire à ouvrir les yeux aux plus ignorants : partout où une religion parvient à une position dominante dans une société elle a vocation à imposer sa foi, ses dogmes, son pouvoir en asservissant les individus. Devant les ravages de cette irrationalité toute puissante il n'y a qu'une seule stratégie possible selon nous : s'affirmer publiquement en tant qu'athées. C'est ce que nous avons choisi de faire en lançant il y a quelques mois le Manifeste Athée sous forme de pétition numérique (<https://www.change.org/p/le-manifeste-athée>).

Plus de 500 personnes l'ont déjà signé dans un contexte où cela demande courage et détermination. Nous appelons tous les athées épris de justice et de liberté à en faire de même. Plus nous serons nombreuses et nombreux à affirmer au grand jour que vivre sans dieux c'est vivre heureux, plus l'obscurantisme religieux reculera.

Ni dieu, Ni maître,

Toulouse septembre 2019



**JUILLET 1936 LA RÉVOLUTION LIBERTAIRE SE METTAIT EN MARCHÉ**

**MAI 1937 LE COMMUNISME AUTORITAIRE LA TRAHISSAIT**

## IL Y A QUATRE-VINGTS ANS DE CELA...

Ce texte reprend l'article d'E. SARBONI paru en 1997 dans «Infos & Analyses libertaires»



*Les barricades hérissaient à nouveau la cité catalane*

Il y a quatre-vingts ans de cela, au début du mois de mai 1937 à Barcelone, l'Histoire allait convier le monde aux «fets de maig 1937», événements qui marquèrent dans la Barcelone révolutionnaire rouge et noire de l'époque, l'épilogue d'une longue traque réactionnaire.

Ce fut en fait le point culminant de la lutte engagée sur la terre ibérique, dès septembre 1936, par les « communistes autoritaires » afin d'affaiblir les forces ouvrières révolutionnaires de la CNT-FAI et les militants du petit parti marxiste révolutionnaire, le P.O.U.M.

*[Partido Obrero d'Unificacion Marxista dont les leaders étaient A. Nin et J. Maurin]* Des événements qui rappelaient les attaques qu'eurent à subir l'Opposition ouvrière d'A. Kollontaï ainsi que la «Makhnovchtina» et

son leader Nestor Makhno dans la Russie du communisme (autoritaire) triomphant.

Lenine et Trotsky s'étaient alors employés de manière «méprisante» à trahir leurs « alliés makhnovistes » de la veille, des alliés pourtant incontournables qui contribuèrent à mettre en déroute les armées de Russes blancs, celles de Denikine, Wrangel, Koltchak etc.

*[AVRICH Paul, Les anarchistes russes, Paris, 1979, F. Maspéro, 335 p. /p. 247 : «...la presse soviétique présentait Makhno comme un «courageux partisan» et un grand chef révolutionnaire. En mars 1919, les relations étaient meilleures que jamais : Makhno et les communistes conclurent un pacte pour une action militaire contre l'Armée blanche du général Denikine; Makhno lança depuis la péninsule de Crimée une grande offensive en direction du Nord. Une fois de plus, l'Armée rouge demanda l'aide de Makhno, et de nouveau on conclut une alliance qui faisait de l'Armée insurgée une division semi-autonome sous commandement bolchevique.*

*En échange de la coopération de Makhno, les communistes acceptèrent d'amnistier tous les anarchistes qui se trouvaient dans les prisons (...) à condition qu'ils s'abstiennent d'appeler au renversement du gouvernement soviétique par la force (...) A peine un mois plus tard cependant, l'Armée rouge avait suffisamment progressé pour être assurée de gagner la guerre civile; les dirigeants soviétiques rompirent l'accord passé avec Makhno(...)».]*

Une trahison qui perdura jusqu'à l'écrasement de l'Armée noire révolutionnaire d'Ukraine, en 1921, par l'armée rouge de Léon Davidovitch Bronstein...

Ces chefs bolcheviks qui réglèrent de manière définitive la question de l'Opposition Ouvrière d'Alexandra Kollontaï et la rébellion ouvrière et libertaire de Kronstadt...

Des avertissements de l'Histoire connus de tous les militants libertaires et notamment des militants Espagnols.

[BRENAN Gerald, Le labyrinthe espagnol. Origines sociales et politiques de la guerre civile, Paris, 1962, Ruedo iberico, 293 p. /p. 132 : «...(...)Il faut aussi noter l'influence nouvelle du bolchevisme. La Révolution russe avait naturellement fait une immense impression sur les militants de base (...) Andres NIN et Joaquin MAURIN, étaient à la tête d'un groupe favorable à une entente plus étroite avec les bolcheviks. Nin et Maurin persuadèrent une assemblée locale de les envoyer en Russie (avec Arlandis); là-bas, sans être habilités à le faire, ils associèrent la CNT à la Troisième Internationale. Cependant, la suppression du soviet des marins de kronstadt en mars 1921 avait profondément choqué les modérés, et Alexandre Berkman, Emma Goldman, Shapiro, ainsi que d'autres leaders anarchistes se mirent à dénoncer les horreurs de la dictature de Lenine, en particulier l'extermination de leurs camarades anarchistes. Angel PESTAÑA qui, lui aussi, était allé en Russie, ne cacha rien de ce qui se passait; l'initiative de Nin et Maurin fut condamnée (...)».]

En Espagne, au mois de juillet 1936, la réplique de la CNT et de la FAI au coup d'État franquiste et l'application des principes du Communisme libertaire, ceux issus du congrès de mai 1936 à Saragosse, montraient si besoin la force et l'influence des idées et des pratiques anarchistes au sein de la classe ouvrière espagnole.

Une influence qui allait interdire aux représentants de Staline en Espagne, toute velléité de diriger en ces temps là le mouvement révolutionnaire.



Aussi, les communistes espagnols s'employèrent-ils d'une part à torpiller, les initiatives révolutionnaires et, d'autre part, à restaurer l'État bourgeois mis à mal au cours des premières semaines de la Révolution...

## LA RESTAURATION DE L'ÉTAT DANS L'ARMÉE ET LA POLICE...

Au mois de décembre 1936, toutes les forces de police dissoutes auparavant allaient être reconstituées. Garde d'assaut, Garde nationale républicaine etc.

Juan Negrin, ministre des finances du gouvernement GIRAL, reconstituait un imposant corps de carabiniers - police des frontières. Tous ces corps de police furent directement placés sous les ordres de leurs ministres de tutelle.

A Barcelone, Rodriguez Salas(P.S.U.C.) était nommé chef de la police. [Partit Socialiste Unificat de Catalunya]

Ayaguade, un radical proche des communistes devenait le ministre de l'intérieur de la Generalitat.

Dès octobre 1936, la nomination du «Commissariat de guerre», un nouvel organisme gouvernemental à Madrid, mettait en place les conditions objectives d'un noyautage en profondeur de l'armée.

Gabriel Garcia Maroto, un des sous-commissaires au ministère des armées, ami du socialiste de gauche Alvarez del Vayo, déclara à la fin de la guerre, que lors de l'année 37, « Antonio Mije, chargé de nommer 30 commissaires pour ce front (sud), avait choisi trente communistes »...

José Diaz, secrétaire du parti communiste prenait soin de souligner, le 11 novembre 1936, que la junte de défense de la capitale « fonctionnait avec l'accord et sous la direction du gouvernement » ...

Composition de la **Junta de défense (fin 1936)**

Général Jose <b>MIAJA</b>	<i>Président</i>	<b>Communiste</b>
Fernando <b>FRAME</b>	<i>Secrétaire</i>	<b>Communiste</b>
Antonio <b>MIJE</b>	<i>Guerre</i>	<b>Communiste</b>
Santiago <b>CARRILLO</b>	<i>Ordre public</i>	<b>J.S.U./communiste</b>
Amor <b>NUÑO</b>	<i>Industrie de guerre</i>	<b>C.N.T.</b>
Pablo <b>YAGÜE</b>	<i>Approvisionnement</i>	<b>UGT/Communiste</b>
Jose <b>CARREÑO</b>	<i>Communication et Transports</i>	<b>Républicain de gauche</b>
Enrique <b>JIMENEZ</b>	<i>Finances</i>	<b>Union républicaine</b>
Francisco <b>CAMINERO</b>	<i>Évacuation civile</i>	<b>Syndicaliste</b>
Mariano <b>GARCIA</b>	<i>Information et liaison</i>	<b>Jeunesses libertaires</b>

- Le 15 décembre 1936, le Conseil supérieur de sécurité allait centraliser la police ...
- Le 1er mars 1937, la Generalitat réunifiait, par décret, tous les corps de police dans un corps unique contrôlé par l'État...
- Le 4 mars 1937, un décret du Conseiller à l'ordre public déclarait dissoutes les patrouilles de contrôle... Celles-ci avaient été impulsées dès le 19 juillet 1936 par les militants ouvriers libertaires. Au travers d'elles, la CNT-FAI dominait la rue... Ce décret entraîna difficultés et affrontements... Juan Negrin, ministre des finances du gouvernement central, décida de remplacer à la frontière française les groupes armés de la C.N.T./ F.A.I. par les carabiniers...

- Le 17 avril 1937 l'organe des Jeunesses libertaires, «Ruta», déclarait :  
« La contre révolution essaie de s'emparer de l'appareil d'État (...) Hier elle réclamait un vaste corps de sécurité. Aujourd'hui elle propose une armée régulière, vidée de son contenu révolutionnaire... »
- Le même jour, la Une de «Tierra y libertad», l'organe de la F.A.I. donnait à lire :  
« Pour certains partis politiques l'essentiel n'est pas de combattre le fascisme. Ce qui les obsède c'est le Mouvement anarchiste. Ce qui consume la plus grande part de leur énergie, c'est leur campagne contre la C.N.T. et la F.A.I. (...) S'ils veulent refaire en Espagne ce qu'ils ont fait dans d'autres pays, ils nous trouveront sur le pied de guerre ».

## LES COMMUNISTES AUTORITAIRES CONTRE L'EXPRESSION DES AUTRES COURANTS

Les communistes autoritaires Contre l'expression des autres courants

A la fin de l'année 36 on assista à la prise des premières mesures discriminatoires dirigées contre le courant révolutionnaire. C'est le P.O.U.M. qui est qualifié à l'occasion d'hitléro-trotskyiste.

• Le 28 novembre 36, Antonov Ovseenko, consul général d'U.R.S.S. à Barcelone, dénonça, dans une note remise à la presse, «La batalla», l'organe du POUM, comme faisant partie de la presse vendue au fascisme international.

• A la mi-décembre 36, le P.S.U.C. fit campagne en faveur de l'expulsion du ministre poumiste Andres Nin du gouvernement.



- Juan Comorera, conseiller du gouvernement démissionnaire réclama en effet, en date du 12 décembre 36, l'éviction du P.O.U.M. des instances gouvernementales et la suppression de la Junta de seguridad et du Secretariado de defensa deux organes dominés par la C.N.T. Seule la première demande fut suivie d'effet à cette époque. La C.N.T. récupéra même le poste de ministre de la Défense laissé vacant par le P.O.U.M.



*Visage du nouveau gouvernement de la Generalitat (décembre 36)*

<i>Jose TARADELLAS</i>	<i>Premier conseiller / Finances</i>	<i>Esquerra catalana</i>
<i>Antonio MARIA SBERT</i>	<i>Culture</i>	<i>Esquerra catalana</i>
<i>Artemio AYGUADE</i>	<i>Sûreté intérieure</i>	<i>Esquerra...(proche P.S.U.C.)</i>
<i>Jose CALVET</i>	<i>Agriculture</i>	<i>Unio de rabassaires</i>
<i>Juan COMORERA</i>	<i>Ravitaillement</i>	<i>U.G.T./P.S.U.C.</i>
<i>Miguel VALDES</i>	<i>Travail / Travaux publics</i>	<i>U.G.T./P.S.U.C.</i>
<i>Raphaël VIDIELA</i>	<i>Justice</i>	<i>U.G.T./P.S.U.C.</i>
<i>Francisco ISGLEAS</i>	<i>Défense</i>	<i>C.N.T.</i>
<i>Diego ABAD de SANTILLAN</i>	<i>Économie</i>	<i>C.N.T.</i>
<i>Juan Jose DOMENECH</i>	<i>Services publics</i>	<i>C.N.T.</i>
<i>Pedro HERRERA</i>	<i>Santé / Assistance publique</i>	<i>C.N.T.</i>

Ce nouveau gouvernement formé majoritairement par les organisations «ouvrières» et de «producteurs» faisait en réalité la part belle aux communistes qui contrôlaient totalement l'U.G.T. en Catalogne. L'Esquerra catalana et l'Unio de rabassaires attribuaient ainsi la majorité au camp de la bourgeoisie et du rétablissement de l'État!

«La Pravda» du 17 décembre 1936 pouvait alors écrire : «En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé; elle sera conduite avec la même énergie qu'en U.R.S.S.»

- Le 26 février 1937, un meeting du P.O.U.M. prévu à Tarragona fut interdit par le gouvernement catalan à cause des points de vue trop « extrémistes » qui risquaient d'y être proférés.

- Le 5 mars 1937, Jose Diaz affirmait : « Les ennemis du peuple sont les fascistes, les trotskistes et les incontrôlés ».

- Le 9 mars 1937 «Solidaridad obrera», quotidien de la C.N.T. de Catalogne, relata un incident assez grave qui s'est déroulé six jours auparavant :

« Le vol des 11 tanks par des communistes de la caserne Vorochilov, à partir d'un «faux» ordre de réquisition imitant la signature d'Eugenio Vallejo (C.N.T.). Les patrouilles de contrôle encerclent la caserne Vorochilov; les tanks sont récupérés et le lieutenant-colonel qui a en charge cette caserne a déclaré n'avoir fait qu'obéir aux ordres du haut commandement de la Division Karl Marx...».

[Augustin SOUCHY, militant anarchiste allemand de I.A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs créée lors du congrès de Berlin qui se déroula du 25 /12/1922 au 2/1/1923), relata l'événement dans le bulletin édité par l'office d'information extérieur de la CNT-FAI, en mars 1937.]

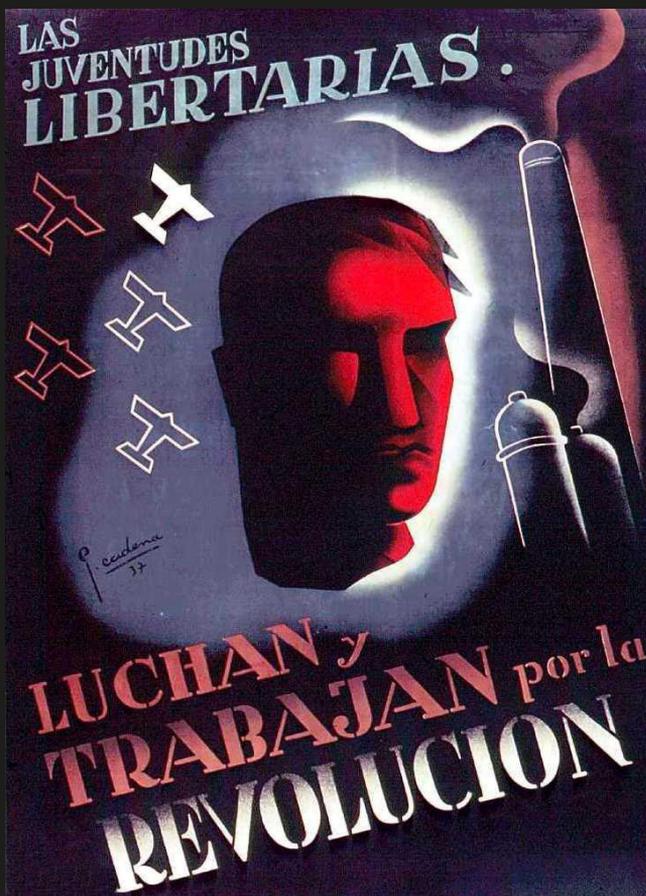
Le lieutenant-colonel sera désavoué par ses supérieurs...

- Le 14 mars 1937, «La Batalla» fut suspendue durant 4 jours à cause d'un éditorial politique qui déplaisait aux censeurs de la Generalitat.

### LES ATTAQUES CONTRE L'AUTOGESTION LIBERTAIRE ET LES COLLECTIVITÉS

En août et septembre 36 dans «Mundo obrero» et d'août à décembre 36 dans «Trellall» les communistes allaient mener une politique de soutien sans faille à la petite bourgeoisie commerçante et défendre le principe du respect absolu de la propriété privée. [BOLLOTEN Burnett, Op. Cit., p. 111]

- Vicente Uribe, membre éminent du parti communiste déclarait, dès septembre 1936, à



propos de l'établissement du Communisme libertaire dans la région de Valence :

« Cette politique (...) éloigne de nous la partie de la population qui épouse notre cause (...) Il nous paraît intolérable que, loin du danger, il se trouve des hommes pour s'emparer des fusils qui appartiennent au peuple pour lui imposer une violence qu'il n'accepte pas, tandis qu'au front, les soldats du peuple versent leur sang, donnent leur vie pour la cause commune (...) ».

- Juan Comorera, membre du P.S.U.C., avait été nommé, nous l'avons vu, ministre du ravitaillement de la Generalitat en décembre 36.

- A ce titre, le 7 janvier 1937, il décréta la dissolution des «comités de abastos », les comités ouvriers de ravitaillement...Il allait s'emparer, ce faisant, à restaurer l'économie de marché supprimée sous la responsabilité des anarchistes.

- Le plenum régional des paysans - congrès de la Fédération catalane des travailleurs de la terre (U.G.T.) - qui se tint le 3 janvier 1937 déclara «inopportune la collectivisation»... [Solidaridad obrera du 26 janvier 1937]

- En janvier 1937, des incidents éclatèrent entre collectivités à La Fatarella (Tarragona). Les petits propriétaires excités par l'U.G.T. et le P.S.U.C. attaquent les Cénétistes.

[Solidaridad obrera du 29 janvier 1937. PEIRATS Jose, La C.N.T. en la revolució española, vol. 1, Toulouse, 1951, Ed. CNT / p. 171 et 172]

- Le 3 février 1937, la Generalitat déclara illégale la collectivisation de l'industrie laitière. [Espagne nouvelle du 17 septembre 1937]

- Le 8 mars 1937, des heurts violents opposèrent policiers et cénétistes à Vianesa (Valencia). C'est à propos de la propriété d'un local que des coups de feu furent échangés. Les policiers finirent par abandonner la partie et furent même attaqués par les renforts cénétistes arrivés en nombre des localités voisines...

- Au début d'avril 1937, la colonne de fer menaça de quitter le front afin de retourner à l'arrière garde et régler le problème...Un accord fut conclu, mais 4 cénétistes et 11 policiers avaient trouvé la mort dans ces affrontements.

- A partir du mois d'avril 1937, les heurts allaient être signalés en Castille. Ils se poursuivirent jusque dans le courant du mois de juillet. Les brigades communistes, entre autres celle de Lister, s'attaquèrent alors aux collectivités.

- Le 8 avril 37, «Solidaridad obrera» écrivait : «Ce fut le P.S.U.C. (...) qui s'opposa aux révolutionnaires de la C.N.T. et de la F.A.I., défendit les intérêts des rabassaires et organisa 18 000 commerçants, artisans et industriels au sein de la G.E.P.C.I., la fédération catalane des petits commerçants et industriels. Le P.S.U.C. permit à cette dernière - dont de nombreux adhérents étaient des employeurs - de s'affilier à l'U.G.T. catalane qu'il contrôlait (...)»

- Le 24 avril 1937, une tentative d'assassinat fut perpétrée contre Rodriguez Salas, le préfet communiste de Barcelone.

- Le 25 avril 1937, Roldán Cortada, membre du P.S.U.C. et secrétaire de la fédération des employés municipaux de l'U.G.T. était assassiné.



- Le 27, lors de ses funérailles, une manifestation gigantesque fut organisée par les communistes.

- Le 28 avril, «Treball » écrivait : «(...) Ce ne fut pas un simple enterrement, ce fut un plébiscite (...) Ces funérailles grandioses ont démontré que le peuple catalan était résolu à en finir avec les assassins et les repaires de bandits qui veulent empêcher la victoire sur le fascisme (...). Les masses antifascistes doivent s'unir (...) contre l'ennemi intérieur, contre ceux que nous appelons incontrôlés».

- En mai 1937, Jesus Hernandez, dirigeant du P.C.E., pouvait déclarer :

« Qu'on en finisse avec les tentations des syndicats et des comités de mettre en pratique le socialisme (...)»

[BOLLOTEN Burnett, Op.cit., p. 106]

## DÉVELOPPEMENT DU PARTI COMMUNISTE : LA BOURGEOISIE AUX AFFAIRES

En juillet 1936, le parti communiste espagnol dispose de 16 sièges au parlement (les cortes). Dans «La correspondancia internacional» du 3 juillet 1936, Manuel Delicado écrivait que «le parti communiste avait 40 000 inscrits.»

Selon le rapport de Jose Diaz pour le comité central du parti communiste (en mars 37), 76 700 exploitants et métayers et 15485 membres de bourgeoisie ont rejoint le parti depuis le début de la guerre civile... [BOLLÖTEN Burnett, Op.cit., p. 109]

Ramos Olivera, socialiste espagnol écrivait à l'époque : «La bourgeoisie républicaine surprise de la propagande communiste et impressionnée par l'unité et le réalisme qui régnait dans ce parti, accourut en grand nombre pour y adhérer (...)

Le P.S.U.C., fondé le 22 juillet 1936, était le résultat de la fusion de l'Union Socialiste de Catalunya, du Partido Comunista de Catalunya, de la Federació Catalana du P.S.O.E. [Partido Socialista Obrero de España] et du Partit Catala Proletari...

- Le 27 juillet 36, «Mundo obrero»... «(...) demande de respecter les «travailleurs des classes moyennes» (...) Il ne faut ni les trasser, ni porter préjudice à leur modeste avoir, par des réquisitions et des exigences que leurs faibles ressources ne leur permettent pas de supporter.» Les communistes s'emploient à faire la publicité de l'Union soviétique. Ainsi, le 20 janvier 1937, ils écrivent à propos du premier bateau en provenance d'U.R.S.S., qu'il transporte à son bord «901 tonnes de farine, 822 tonnes de sucre et 568 tonnes de beurre.» C'est Juan Comorera qui se chargea de cet acte de propagande.

[Solidaridad obrera du 21 janvier 37]

- Le 30 juillet 1937 «Mundo obrero» rapportait un discours de Dolores Ibarruri, en date du 25 mai 37. Elle déclarait entre autres choses :

«C'est la révolution démocratique bourgeoise, qui dans d'autres pays comme la France s'est déroulée il y a plus d'un siècle, qui se réalise maintenant dans notre pays et nous, communistes, sommes les combattants d'avant-garde dans cette lutte contre les forces qui représentent l'obscurantisme des temps passés (...)

## ... LE CAS DE PUIGCERDA

Le 17 avril 1937, les carabiniers et autres forces de police arrivent à Puigcerda. Les groupes anarchistes qui contrôlent la frontière ne se laissent pas faire. La bataille s'engage.

La ville, aux mains des anarchistes depuis juillet 1936, est encerclée. Des troupes anarchistes des localités voisines encerclent à leur tour les forces de police.

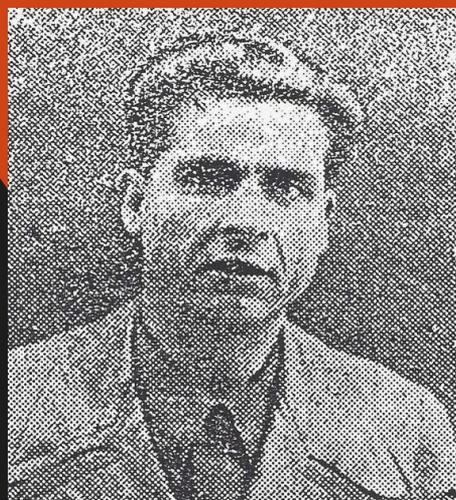
Les responsables de la C.N.T. de Catalogne négocièrent le retrait de leurs groupes.

Le 24 avril, on s'en souvient, R. Cortada était assassiné à Barcelone... Le 27 avril, 3 militants anarchistes de Puigcerda furent à leur tour assassinés. Parmi eux, Antonio Martin, le maire anarchiste de la ville de Puigcerda. Le meurtre d'Antonio Martin, le «célèbre boiteux de Malaga» fut le résultat de la tentative de déloger les forces anarchistes qui, depuis juillet 1936, contrôlaient la frontière de Puigcerda. L'affrontement opposa les miliciens aux forces de l'ordre, dans une opération ordonnée de

Barcelone par Artemio Ayguade et Rodriguez Salas.

«Solidaridad obrera» du 29 avril 37 écrivit : «Peu après l'assassinat de R. Cortada, Antonio Martin, président anarchiste du comité révolutionnaire de la ville frontière de Puigcerda fut tué au cours d'un affrontement avec les gardes d'assaut et les gardes nationaux républicains dans le village voisin de Belver.»

Les événements de Puigcerda trouvèrent de larges échos dans les



Antonio Martin Escudero

colonnes de «l'Indépendant», le quotidien des Pyrénées-Orientales.

Ainsi, à deux reprises, le journal envoya un de ses reporters en Cerdagne. La collectivisation des magasins de Puigcerda était considérée comme une simple spoliation...



## 1937 À TRAVERS L'INDÉPENDANT

Le journal des P.O. a relaté avec d'abondants détails la révolution espagnole, notamment tout au long de l'année 1937. Aux interviews réalisées par des correspondants du titre s'ajoutaient les analyses propres aux journalistes, les éditoriaux et les articles de fond de l'équipe rédactionnelle.

Signalons que cette dernière fut hostile à toute forme d'intervention de la France outre-Pyrénées.

[SANTURE Robert, La presse de la frontière. L'Indépendant des Pyrénées-Orientales et la guerre civile espagnole, Perpignan, 1990, Ed. CRILAUP, 323 p.]

S'agissant de l'Espagne, ils s'efforcèrent de discréditer les Républicains afin de convaincre les lecteurs que la solidarité entre le front populaire français et son homonyme ibérique n'avait aucune raison d'être. Mettant en exergue les dissensions qui existaient à l'intérieur du camp républicain, ils exagéraient la part de responsabilité dans les exactions et crimes qui purent être commis.

A partir de la chute de Bilbao, ils n'hésitèrent plus à justifier l'insurrection, les arguments des nationalistes et, présentèrent même les victoires de ces derniers comme un retour à l'ordre attendu.

Robert Santure range «l'Indépendant» dans la catégorie « des journaux de droite qui n'hésitent pas, parfois, à employer des procédés tels que : manipulation des titres, manipulation des photos et de leurs légendes, sélection des sources (...) gonflement des rumeurs non vérifiées et inexactes ... »

On pouvait lire par exemple, dans «l'Indépendant» du 20 mars 1937 que «la FAI et la CNT ne sont même plus d'accord entre elles et ce sont les gens d'ordre qui en payent les dures conséquences (...)»

## LES ÉVÉNEMENTS DE MAI...

• Le 5 mai... Bagarres sanglantes entre partisans de la FAI et de la Généralité... D'après l'Indépendant, «l'organe anarchiste Solidaridad obrera publica un manifeste « invitant le peuple à désobéir à la Généralité ». »

« La Généralité tenta encore un effort en envoyant des gardes contre le central téléphonique. »

Une telle version accreditait la thèse selon laquelle c'est la FAI qui fut l'instigatrice de l'insurrection... Pourtant, Solidaridad obrera affirma clairement : «hemos de deponer actitudes violentas entre hermanos que no se pueden beneficiar más que al enemigo común».

[TURON de LARA Manuel, La España del siglo XX (3 tomes), Barcelona, 1981, Ed. Laia, 850 p./ p. 674]

Le 7 mai, nous l'avons vu l'Indépendant titrait «La Catalogne sous le règne de l'anarchie» insistant ce faisant sur la double signification de cette affirmation : «désordre et violence accompagneraient l'instauration d'un «pouvoir» anarchiste...» Le journal donna la parole à l'ancien président du parlement catalan M. Casanovas. Celui-ci y fustigeait «la folie et l'échec de l'expérience anarchiste».

• Le 12 mai, dans une dépêche de Barcelone on pouvait lire : «les seuls, les vrais responsables, ce sont ceux qui, soit pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, soit malheureusement aussi pour satisfaire leurs ambitions personnelles au lieu de chercher à unir tous les ouvriers ont provoqué parmi eux la discorde (...) Et quand ils ont vu l'abîme dans lequel ils avaient précipité la Catalogne (...) Ils ont supplié alors dans des discours pathétiques, les ouvriers, les gardes nationaux, et autres de déposer les armes. Mais le mal était déjà fait.»

L'allusion aux anarchistes est à peine voilée. Si, en effet, il n'est pas explicitement fait référence aux dirigeants et militants de la CNT et de la FAI, le lecteur de l'Indépendant ne peut regarder que de ce côté là.

• Le 10 avril 37, le journal rapporta les mots du Président Companys. Lorsqu'il forma un nouveau conseil, il signala que «l'UGT et le PSUC lui avaient apporté leur soutien (...)»

Le journaliste ajouta : «la CNT-FAI (...) considérait son geste comme une erreur (...)»

Hugh Thomas, rapporte de son côté que « (...) le mois de mai à Barcelone marqua la fin de la révolution. Désormais c'était l'Etat républicain qui était en guerre contre l'Etat nationaliste, plutôt que la révolution contre le fascisme.» [THOMAS Hugh, La guerre d'Espagne, Paris, 1985, Robert Laffont, 1026 p. / p.507]

• Le renforcement de l'autorité gouvernementale allait entraîner la dissolution du Conseil d'Aragon. L'Indépendant du 12 août 37 y fit état, en caractères gras. Le 31 août, un article de fond placé en «Une» dressait un bilan de l'action dudit Conseil : «(...) Nous ne croyons pas et les résultats obtenus par le Conseil d'Aragon viennent renforcer notre thèse que l'on peut par venir à ce but [La constante amélioration matérielle, intellectuelle et morale de l'individu] en faisant le nivellement par la base.» Et l'auteur d'indiquer que cet article était à l'usage des lecteurs de l'Indépendant «(...) surtout ceux de nos compatriotes qui rêvent d'implanter en France le même régime (...)»

C'est selon Robert Santure une volonté manifestée par l'Indépendant, dans cette période, d'alimenter «parmi ses lecteurs la peur de la terreur «rouge» (ou si l'on préfère rouge et noire) en les persuadant que la France n'est pas à l'abri d'expériences comme celles du Conseil d'Aragon (...)» [SANTURE Robert, Op. cit., p. 114]

## ÉPILOGUE D'UNE CRISE...

Le gouvernement de Largo Caballero fit les frais de cette crise. Le châtement des «responsables» de l'insurrection fut le prétexte à un règlement de compte au sein du camp républicain.

• Le 16 mai 37, une dépêche en provenance de Valence affirmait que le nouveau gouvernement se signifierait par une plus grande vigueur.

Le journal du P.C.É. Mundo obrero dans un éditorial signala que «la crise était nécessaire». Les communistes y affirmaient : «Nous voulons le changement fondamental de la politique, changement rendu nécessaire par les conditions de la guerre et de la révolution.»

Il est bon de signaler que, Théo Duret, journaliste de l'Indépendant écrivit sans ambages le 20 mars 37 : «M. Staline rêve d'imposer à l'Europe entière (...) l'esclavage organisé.»

## DANS LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

A cette même époque, la lecture de cette revue «syndicaliste révolutionnaire» nous renseigne différemment sur la teneur et la réalité de la tentative du coup d'Etat communiste-bourgeois.

Ainsi Nicolas Lazarevitch écrivait-il «(...) les communistes du P.S.U.C. créèrent leur propre gendarmerie ainsi que leur sûreté privée avec l'aide du gouvernement et du consulat soviétique à Barcelone (...)» [In La Révolution prolétarienne - N° 248 du 10 juin 1937]

Ces faits furent dénoncés par les journaux anarchistes de Madrid CNT et Frente libertario quand revint à la surface l'affaire des détentions arbitraires et des prisons clandestines organisées par Cazorla, délégué communiste à la Junte de défense.

Affaire vite étouffée sous prétexte que la Junte de défense n'existait plus...

La même chose fut constatée à Murcie, où une véritable Tcheka communiste gérait ses propres lieux d'internement et dans lesquels les ouvriers détenus du carnet de la CNT se trouvaient incarcérés...

En Catalogne, les protestations publiques contre les infâmes «procès» et fusillades staliniennes perpétrées à Moscou, valurent aux Jeunes libertaires de payer un lourd tribut, en particulier les 12 membres retrouvés massacrés dans la nuit du 8 mai sur la route de Sardanola - Ripollet...

Dans la même veine, fut l'enlèvement le 6 mai et l'assassinat d'Alfredo Martinez militant des J.J.L.L. de Barcelone...

Le massacre des anarchistes italiens Barbieri et Berneri.

« (...) Au matin du mercredi 4 mai 37, des membres de l'UGT de Catalogne se présentèrent à l'appartement que ces militants partageaient au 2, place de l'Ange avec d'autres compagnons anarchistes italiens. Les communistes perquisitionnèrent minutieusement toutes les pièces habitées et confisquèrent des documents à la camarade Tantini et aux camarades Fantozzi et Mastrodicasa...

La douzaine d'individus se présenta à nouveau en fin d'après-midi afin d'y appréhender Barbieri et Berneri.

Les deux camarades italiens furent massacrés. Il résulte des fiches de l'hôpital - clinique que « Barbieri et Berneri furent amenés morts à l'hôpital dans la nuit du mercredi au jeudi, ramassés par la Croix rouge, le premier sur la Rambla et le second sur la place de la Généralité»

Les arrestations massives et les meurtres perpétrés contre les militants du P.O.U.M., l'enlèvement et l'assassinat d'Andres NIN ou bien l'enlèvement du socialiste Marc Rheim, le fils d'Abramovitch donnent une idée de l'ampleur de la répression communiste et contre-révolutionnaire. [Relation d'un article de N. Lazarevitch paru dans ce même numéro de la Révolution prolétarienne]

## BILAN

Les combats de rue s'arrêtèrent le 7 mai. Rodriguez Salas et Ayguade durent démissionner. Comorera ministre stalinien dut abandonner son poste... Mais parallèlement, le gouvernement de Valence avait la haute main sur le Front d'Aragon par le général Posas interposé. Ce dernier prenait en charge le ministère de la guerre en lieu et place de l'anarcho-syndicaliste Esgleas. Tous les postes-clef (Sûreté, Police) incombaient maintenant à des fonctionnaires directement nommés par le gouvernement central.

La presse ouvrière se voyait jugulée par un spécialiste lui aussi nommé par Valence...

Le nombre des tués, environ 400 et le millier de blessés attestent de l'âpreté des affrontements.

[Solidaridad obrera du 9 mai 1937]

Certains «réactionnaires» furent tués au cours de ces combats : SESE, le secrétaire de l'UGT (communiste du PSUC) ainsi que le capitaine Jose Alcalde, officier communiste de la caserne Vorochilov...



Cadavres des Jeunes Libertaires assassinés par les staliniens

**...EN CONCLUSION**

Notre propos de départ a pu se vérifier de manière factuelle. En effet il est loisible de constater que les événements de Mai 37 à Barcelone ont été largement fomentés par les communistes espagnols dès juillet 36.

La création du P.S.U.C. en Catalogne et les déclarations des dirigeants du P.C.E. concernant le nécessaire caractère bourgeois de la révolution espagnole attestent, dès l'origine, la volonté du communisme international de faire adopter son point de vue y compris en s'alliant à la bourgeoisie conservatrice et aux pires couches réactionnaires.

Le Centre de la révolution devait rester à Moscou...coûte que coûte!

Les communistes allaient s'employer à défendre la petite et la moyenne propriété. Ce faisant ils purent se développer «numériquement» avec l'afflux de nouveaux adhérents issus des couches réactionnaires et bourgeoises.

En se présentant comme le parti de l'ordre ils purent trouver de fidèles alliés dans l'appareil d'Etat.

La restauration de l'Etat bourgeois fut menée de manière continue à partir de septembre 36. Ses deux fonctions régaliennes que sont la police et l'armée retournèrent très rapidement dans son giron.

Sur le plan de la liberté d'expression les marxistes révolutionnaires du P.O.U.M. firent, dès décembre 36, l'objet de l'ostracisme stalinien.

En Espagne les communistes menèrent la même politique que celle impulsée à Moscou...

L'arrivée des brigades internationales et l'aide soviétique (aide accordée contre la quasi totalité du trésor espagnol : l'or de la banque d'Espagne) offrirent un crédit supplémentaire aux seuls communistes alors que les milices anarchistes s'illustraient sur tous les fronts contre le fascisme et ceci sans pouvoir profiter de l'armement envoyé par l'URSS...

Les conquêtes révolutionnaires économiques et sociales des prolétaires espagnols furent peu à peu rognées au profit d'un Etat omnipotent. Après les patrouilles de contrôle, ce fut le tour du Comité central des milices,... de la Junte de défense de la capitale,... des Collectivités libertaires - d'Aragon, de Valence, de la région Centre, de Catalogne -,... du Comité de Abastos,... de la collectivisation de l'Industrie laitière (déclarée illégale en février)...et la liste pourrait s'allonger encore...

Peu à peu les communistes ont bradé les acquis ouvriers et ont remis l'économie capitaliste et bourgeoise sur ses rails.

Plutôt un système inique qu'une révolution collectiviste et libertaire semble être le slogan qui anima les communistes de cette époque.

En mai 37 pourtant, les forces anarchistes étaient encore intactes.

Elles auraient pu faire barrage à la déferlante stalinienne, mais la reconstitution de l'Etat était achevée. La victoire des anarchistes (des révolutionnaires) ne pouvait plus alors s'apparenter qu'à une victoire militaire...

Au niveau international, la guerre à l'intérieur du camp républicain comme solution aux désaccords entre révolutionnaires et étatistes, aurait permis aux staliniens de réaliser l'unité dans la condamnation de l'aventurisme des anarchistes et des «hytléro-trotskistes».

C'est très certainement l'analyse que firent les dirigeants anarchistes quand ils demandèrent aux militants de la CNT-FAI de faire taire les armes et d'abandonner la rue. Certains officiers cénétistes comme Vivancos et Jover menacèrent même de fusiller les soldats anarchistes qui voudraient quitter le front pour Barcelone.

[Umberto MAZOCCHI in Umanita nova du 20/12/64]

Le barrage aux menées (aux menaces) communistes auraient dû être érigé dès septembre 1936. Il est certain que les anarchistes pouvaient à cette époque empêcher, y compris par la force, cette «bolchévisation» grandissante du camp républicain, sans que les répercussions au niveau international ne puissent y faire obstacle.

Par la suite ce fut trop tard...

Mai 37 peut donc s'apparenter au piège stalinien qui se referme sur un mouvement anarchiste doté d'une force considérablement supérieure à celle de ses adversaires, force qui pourtant lui échappe tant le pouvoir -social, économique et politique- est maintenant aux mains des communistes autoritaires.

**BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE**

- A.V.E.R., Épopée d'Espagne. Brigades internationales 1936-1939, Paris, 1956, 223 p.
- AVRICH Paul, Les anarchistes russes, Paris, 1979, F. Maspéro, 335 p.
- BERNERI Camillo, Guerre de classe en Espagne, Paris, 1977, Spartacus
- BERNERI Camillo, Oeuvres choisies, Paris, 1988, Ed. du Monde libertaire, 350 p.
- Ruedo iberico, 564 p.
- BRENAN Gerald, Le labyrinthe espagnol. Origines sociales et politiques de la guerre civile, Paris, 1962, Ruedo iberico, 293 p.
- BROUE Pierre, TEMIME Emile, La Révolution et la guerre d'Espagne, Paris, 1961, Ed. de Minuit, 546 p.
- ENZENBERGER Hans Magnus, Le bref été de l'anarchie, Paris, 1975, Gallimard, 330 p.
- JACKSON Gabriel, Histoire de la guerre civile espagnole, Paris, 1974, Ruedo iberico, 211 p.
- KAMINSKI H.E., Ceux de Barcelone, Paris, 1937, Denoël, 285 p.
- LANDAU Katia, OLLIVIER Marcel, Espagne : les fossoyeurs de la révolution sociale, Paris, 1975, Spartacus
- MAURICE Jacques, L'anarchiste espagnol, Paris, 1973, Bordas, 160 p.
- MINTZ Frank, L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, Paris, 1970, Bélibaste, 190 p.
- MORROW Felix, Révolution et contre-révolution en Espagne 1936-1938, Paris, 1978, La Brèche, 255 p.
- NICOLAS L., A travers les révolutions espagnoles, Paris, 1972, Poche club, 191 p.
- ORWELL George, Hommage à la Catalogne, Paris, 194, Champ libre, 296 p.
- PAECHTER Henri, La guerre dévore la révolution, Paris, 1986, Spartacus, 239 p.
- PAZ Abel, DURRUTI. Le peuple en armes, Paris, 1972, La Tête de Feuilles, 552 p.
- PEIRATS Jose, La C.N.T. en la revolucìon española, vol. 1, Toulouse, 1951, Ed. CNT
- SEMPRUN-MAURA Carlos, Révolution et contre-révolution en Catalogne, Paris, Mame, 308 p.
- TEMIME Emile, La guerre d'Espagne commence, Paris, 1986, Ed. Complexe, 160 p.
- THOMAS Hugh, La guerre d'Espagne, Paris, 1985, Robert Laffont, 1026 p.
- TURON de LARA Manuel, La España del siglo XX (3 tomes), Barcelona, 1981, Laia, 850 p.
- La Révolution prolétarienne - année 1937



# POLICE NON MERCY

## LA FONCTION POLICIÈRE C'EST LE CONTRÔLE SOCIAL

Le contrôle des individus et la violence physique sont les deux prérogatives que l'État délègue à l'institution policière.

Le rôle primordial de cette institution policière c'est le contrôle social par lequel elle peut en tout impunité user et abuser de son pouvoir pour amener les individus à se conformer aux normes établies.

Ainsi, au nom de la collectivité, elle réprime la violation des règles établies par les gouvernants au nom d'une soi-disant paix sociale.

Ainsi, on peut considérer que la fonction policière relève de la possibilité d'user de la force physique à l'encontre de tout « contrevenant ».

Dans la réalité, les violences policières bénéficient de la couverture politique adéquate. Les exemples des militants Rémi Fraisse ou d'Adama Traoré et tant d'autres, tués « accidentellement » (?) par des agents de police, sont là pour nous le signifier.

La violence d'État n'est pas le fruit d'incidents isolés, mais c'est bien la mise en œuvre d'une véritable logique de normalisation institutionnelle à l'encontre de ceux qui se refusent à marcher dans les clous.

Dès qu'il y a fracture entre le corps social et l'Etat, la police obéit par nature aux ordres hiérarchiques, eux-mêmes au service des intérêts économiques dominants.

C'est ce qui a illustré les violentes répressions policières aux « Nuits Debout ». La police, employée comme une milice privée au service de l'Etat, révèle au grand jour sa capacité à rendre des comptes au pouvoir politique. Le point de vue « Républicain et de ses valeurs », que le système éducatif s'emploie à transmettre dès la maternelle présente la police au service du citoyen.

Mais en réalité, le rôle de la police n'est autre que la défense et le maintien de l'ordre hiérarchique de domination, des privilèges et des intérêts des détenteurs de capitaux. La défense des possédants.

Dans le contexte actuel de crise économique grave, d'inégalités sans cesse croissantes, d'envolée du chômage laissant des millions de personnes dans la précarité, la question de l'Etat et de son bras armé la police c'est : comment contrôler toutes ses révoltes qui ne manquent de se manifester ?

Les patrouilles nombreuses dans les banlieues, loin des quartiers chics, les contrôles au faciès, la répression grandissante des mouvements sociaux ou celle de ceux qui adoptent un autre mode de vie nous révèlent que « **le maintien de l'ordre** » se traduit surtout par un contrôle de l'espace public. Les contrôles dits « ordinaires » définissent une forme de violence et/ou de discrimination, dès lors que celles et ceux qui sont concerné-e-s sont toujours les mêmes (populations déclassées, jeunesse paupérisée, personnes sujettes au racisme etc.).

Michel Foucault, à propos de la relation entre pouvoir et savoir, affirmait que l'objectif profond de la Justice était de légitimer et de légaliser la violence d'Etat dans l'espace public (...) et ce au moyen des agents de police. Tout cela nous conduit à affirmer que la violence comme moyen d'autorité est une composante structurelle et structurante de l'ordre social établi.

## LA RELATION AVEC LE POLITIQUE

Etymologiquement, le mot police est en rapport avec le mot grec «polis» qui désigne la ville et le terme «politeia» qui qualifie le gouvernement de la cité et l'ordre qui en résulte.

Le lien avec le politique se crée lorsqu'un pouvoir politique (au sens d'une autorité disposant du pouvoir collectif de prendre des décisions et d'édicter des règles à caractère obligatoire) s'institutionnalise, permettant ainsi l'usage de la force physique pour faire respecter les dites décisions.

### CONCEPT DE POLICE ET NOTIONS DE CONTRAINTE ET DE COERCITION...

Il est dit ici et là que la police assure une mission d'information générale du pouvoir politique, et qu'ainsi elle se définit comme une institution « désintéressée », « impartiale »...

La réalité l'institution policière est toute autre. Elle répond le plus souvent à la notion de contrainte physique et ses comportements laissent trop de place à des attitudes coercitives, peu respectueuses des droits et des libertés des individus.

Le recours à la force, pour rendre effectives et obligatoires des décisions du système politique, est évidemment directement en rapport avec le régime politique et avec la « légitimité » de ce système étatique.

Et si action préventive il y a, c'est juste pour empêcher les citoyens de se révolter et ainsi empêcher les « infractions » de se commettre pour la tranquillité et la sécurité des bourgeois.

### LA POLICE VOUS ÉCOUTE...

Par ailleurs, une autre fonction remplie par la police est celle d'information du système politique. En fait le rôle que la police est appelée à jouer dans ce domaine peut trouver son explication dans le fait qu'elle est prédisposée à l'exercer du fait des caractéristiques qui sont les siennes. Des caractéristiques liées à sa fonction fondamentale de **régulation sociale et de contribution à l'exécution des décisions du système politique**.

Quels que soient les régimes politiques, y compris les plus « libéraux », ils mettent tous en place ce rôle politique de la police, même s'ils déclarent « vouloir en limiter le développement et de prévenir les risques qu'il peut présenter ... » en le limitant à la surveillance de ceux qui mettent en cause le régime ou la loi.

## HIÉRARCHIE ET BAVURES POLICIÈRES

Le terme de « **violence policière** » qualifie l'accomplissement par des policiers en exercice d'actes violents envers d'autres personnes. Et ceci en toute impunité puisque la loi autorise celle-ci à faire emploi de la force dans certaines situations.

Ce qui constitue l'acceptation d'un « usage légitime de la violence » (monopole revendiqué par l'Etat et le système politique que sert la police) c'est en réalité ce que décident les politiques et les décideurs...

Quand il se trouve que des policiers sont traduits devant la justice pour actes de violence, une certaine indulgence de la hiérarchie politico-policière à l'égard des erreurs ou « bavures policières » s'explique par la volonté délibérée des responsables politiques, désireux de s'assurer, en contrepartie de cette indulgence/impunité, le soutien des policiers, et peut-être leur faire accepter le peu d'estime dans lequel l'opinion publique les tient du fait de leurs comportements !

On peut en déduire que la culture policière a pour fonction latente d'assurer aux policiers une sorte d'auto-protection.



### SOCIÉTÉ ANARCHISTE VERSUS SOCIÉTÉ POLICIÈRE

Peut-on imaginer une société soustraite à l'intervention directe de l'État dans la vie collective ?

Depuis des lustres, les Etats bourgeois ou prétendus socialistes se sont livrés aux pires atrocités, aux plus sanglantes répressions (guerres, assassinats collectifs, génocides, hécatombes atomiques etc.) et toute la racaille bien-pensante de droite ou de gauche pousse des cris de réprobation pour quelques horions échangés, pour un policier contusionné...!

Nous savons que la violence est odieuse quand il s'agit de soumettre par la force un individu à la volonté d'un autre individu ou d'un Etat.

Les anarchistes souhaitent une société débarrassée de la violence dans laquelle l'organisation fédéraliste succédera à l'Etat traditionnel. Une société dans laquelle la persuasion remplacera la contrainte.

Mais dans la société présente, nous sommes en lutte sourde ou directe avec tous les soutiens de cette société et tout spécialement avec les forces de l'Etat. Nous condamnons toutes les violences inutiles, tous les actes de terrorisme qui desservent notre cause et tous les moyens qui sont en contradiction absolue avec les fins de l'anarchisme.

E. Malatesta, dans « Anarchisme et violence », montre que l'anarchisme loin d'être fondé sur la violence, veut réaliser un monde d'harmonie, d'initiatives libres et de tolérance réciproque. Les anarchistes par essence libertaires sont opposés à toute contrainte autoritaire. Mais les anarchistes se heurtent aux lois, aux policiers et à toutes les forces qui défendent les privilégiés. Dans le but de transformer la société, ils se déclarent révolutionnaires et « de ce point de vue, la violence n'est pas en contradiction avec l'anarchisme et ses principes ».

Nous l'avons écrit plus haut la police est là pour assurer le « maintien de l'ordre ».

Mais de quel ordre s'agit-il ? N'est-ce pas l'ordre imposé par une poignée de nantis ?

Un ordre fait uniquement de chasse aux pauvres... de délogement des squatters... de tracasseries vis à vis des SDF... de contrôles aux faciès... de défense du patronat confronté à la colère ouvrière... d'encadrement des manifestations... et « the last but not de least »... du matraquage de celles et ceux qui osent s'opposer aux dominants !

**De cet ordre nous n'en voulons pas ! Nous luttons contre.**

Nous lui préférons un « ordre » sociétaire libertaire, égalitaire, où l'humain compte plus que les dividendes des entreprises. Et aussi un monde sans guerre et sans frontières...

Et quand nous luttons pour ce monde-là, nous rencontrons la violence des flics.

En vérité la police ne défend qu'un ordre qui se veut immuable, un ordre des choses et des humains basé sur les inégalités et les discriminations !

**Voilà pourquoi les anarchistes luttent** contre tous les systèmes de domination, systèmes qui pérennisent un ordre inégalitaire, libéral et capitaliste, systèmes qui s'appuient sur l'appareil d'Etat et qui font faire leurs basses besognes par l'**Institution policière**.

Groupe Puig Antich

# DIGEON ÉMILE, STANISLAS

A PARTIR D'UN TEXTE ÉCRIT PAR GUILLAUME DAVRANCHE POUR LE « DICTIONNAIRE DES ANARCHISTES »



Emile est né le 7 décembre 1822 à Limoux dans l'Aude. Il est décédé le 24 mars 1894 à Trèbes près de Carcassonne. Il fut journaliste, socialiste révolutionnaire, chef de la « Commune » de Narbonne, puis anarchiste.

Issu d'une famille bourgeoise de Limoux (Aude), Émile Digeon va être un ardent républicain en 1848. Déporté en Algérie après le coup d'Etat de Bonaparte du 2 décembre 1851, il s'évade et se réfugie à Majorque en 1852.

Il s'y marie avec une riche veuve et se lance dans les affaires, exerçant le métier de banquier. Rentré en France au début de 1870 à la faveur de la « détente » de l'Empire, il reprend la lutte pour la République et devient rédacteur à La Fraternité. Il correspond avec Jules Guesde et Louis Blanc. En octobre 1870, en pleine guerre contre la Prusse, onze départements du Midi s'organisent en Ligue du Sud-Ouest.

Le 31 janvier 1871, un comité de salut public est créé à Carcassonne. Digeon en est le vice-président, et est délégué auprès du gouvernement qui s'est réfugié à Bordeaux.

Le 12 mars, il est à Narbonne où il prend la parole à un meeting du club de la Révolution, devant 2 000 personnes. Son discours aux teintes « socialistes révolutionnaires » appelle à l'armement de la garde

nationale et à l'adoption du drapeau rouge.

Le 24 mars, peu de jours après l'insurrection parisienne, la population de Narbonne envahit l'hôtel de ville, prend les armes, et Digeon proclame la Commune.

Il va être l'âme de cette insurrection qui durera huit jours, avant que l'armée ne reprenne le contrôle de la ville.

Il est arrêté le 1er avril et il est placé en détention. Il sera jugé avec 31 autres inculpés dans le cadre du procès des communards de Narbonne, qui allait se tenir du 13 au 18 novembre 1871 devant la cour d'assises de Rodez.

La dignité et la sincérité de Digeon au cours des débats vont être remarquées de tous et, au terme du procès, il sera acquitté avec d'autres. Après son procès, Émile Digeon séjourne à Trèbes, d'où il correspond avec Jules Guesde, exilé, qui a soutenu la Commune de Narbonne dans son journal *Les Droits de l'homme*.

Le 17 décembre 1871, à Béziers, Digeon participe à la constitution de la Fédération radicale, qui a pour but de regrouper les socialistes révolutionnaires du Sud-Ouest. Il en est le président, et Paul Brousse le secrétaire.

Dès février 1872, cependant, Digeon se replia à Palma de Majorque, tout en gardant des liens étroits avec ses camarades méridionaux et avec Eudes, un des principaux dirigeants blanquistes.

Fréquente-t-il le groupement ouvrier anarchiste de Majorque ? C'est probable...

En tout cas il se relance dans les affaires.

Entre 1876 et 1879, il fait de fréquents allers-retours entre Majorque et Paris et, en septembre 1879, il se réinstalle définitivement en France où il travaille comme journaliste au Réveil social à Paris.

Guesde lui propose de collaborer également à L'Egalité.

En octobre 1879, au congrès ouvrier de Marseille, va être fondée la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France (FPTSF), mais Digeon n'y adhère semble-t-il pas.

Entre 1879 et 1882, son positionnement politique se situa aux confins du blanquisme et de l'anarchisme, mais il voit dans l'unité du socialisme une condition primordiale du succès de la Révolution, et il s'oppose tant qu'il le peut à son éclatement en fractions rivales.

Il entretient des relations cordiales avec des personnalités de toutes ses nuances - de Jules Guesde à Louis Blanc, en passant par Benoît Malon, Auguste Blanqui et son lieutenant Eudes... Du reste, il joue souvent le rôle de trait d'union.

Personnalité consensuelle, les socialistes et républicains narbonnais le sollicitent pour être leur candidat à la législative partielle du 28 février 1880. Il accepte, mais ne fait quasiment aucune propagande électorale... Il obtient tout de même 35% des suffrages exprimés au premier tour.

Le 14 juillet 1880, il participa au lancement du périodique narbonnais L'Emancipation sociale, placé sous le patronage de Blanqui.

Le 21 novembre 1880, il prend la parole dans un meeting organisé à l'Elysée Montmartre en l'honneur de Louise Michel, qui vient juste de rentrer d'exil.

L'amitié qu'ils nouent alors va certainement jouer un rôle important dans l'évolution de Digeon vers l'anarchisme. Ensemble, ils collaborent à La Révolution sociale, un des premiers journaux anarchistes français. Lors de la fondation du Comité révolutionnaire central (CRC) par les disciples de Blanqui, il est contacté par Eudes pour y participer, mais décline l'invitation.

Émile Digeon habite alors au 28, rue de Venise, à Paris. Il est un des principaux animateurs du groupe anarchiste qui se réunit à deux pas de chez lui, chez le marchand de vins Rousseau, au 131, rue Saint-Martin. Ces réunions sont notamment fréquentées par le jeune Emile Pouget, que Digeon doit considérer comme son « fils spirituel ».

Le 21 août 1881, Digeon est à nouveau candidat des socialistes narbonnais aux législatives.

Cette fois, cependant, **le groupe anarchiste de Narbonne, L'Alarme**, animé par Gustave Faliès et Gabriel Gouiry, **fait savoir qu'il se désolidarise de cette candidature et qu'il appelle à l'abstention.**

Digeon obtint 40,7 % des voix au 1er tour, et sera battu au 2e tour avec 46 % des voix.

Le 16 octobre 1881, il prend la parole dans un meeting anticolonialiste organisé par le CRC et, avec l'approbation écrite de Louise Michel. Il y plaide le rapprochement entre anarchistes et blanquistes. En juin et juillet 1882, Émile Digeon et Louise Michel partent en tournée de conférences en province : Marseille, Narbonne, Alès et Lyon, où ils protestent contre l'incarcération de Toussaint Bordat.

En août 1882, toujours attaché à l'unité des révolutionnaires, Digeon lança avec Louise Michel la Ligue révolutionnaire internationale, qui fut un échec. Après la scission de la FTSF à Saint-Étienne, en septembre 1882, il tenta de réconcilier Paul Brousse\* et Guesde, en vain. Le mouvement socialiste était irrémédiablement morcelé et, dès lors, Digeon déploya son énergie exclusivement au sein de sa tendance anarchiste. Émile Digeon fut alors le principal rédacteur d'une brochure antimilitariste et insurrectionnelle, À l'armée, que Pouget fit éditer début 1883 par le syndicat des employés du textile. Après le procès des 66 (voir Toussaint Bordat) en janvier 1883, Émile Digeon et Louise Michel s'impliquèrent dans le soutien aux détenus et à leurs familles.

Après la manifestation des Invalides, le 9 mars 1883 (voir Mareuil), qui vit l'arrestation de ses amis Louise Michel et Émile Pouget, Émile Digeon fut de tous les meetings de soutien à ses camarades arrêtés. Inculpé pour délit de presse, il fut relaxé le 22 août par la chambre des appels correctionnels.

Le 22 juillet 1883, malgré son adhésion désormais entière à l'anarchisme, Émile Digeon fut de nouveau sollicité par certains socialistes narbonnais, emmenés par Ferroul, pour être leur candidat à une élection législative partielle. Après avoir hésité, il se présenta sous l'étiquette « anarchiste », mais sa candidature ne fit pas l'unité à gauche, et il eut en face de lui le guesdiste Eugène Fournière. Il n'obtint cette fois que 10% des voix. Au 2e tour, il appela à l'abstention. À partir d'octobre 1883, Émile Digeon collabora au Cri du peuple de Jules Vallès, quotidien socialiste révolutionnaire œcuménique où il représentait la sensibilité anarchiste.

À cette époque, il commença pourtant à souffrir de la vue. Il put de moins en moins écrire et participer à des meetings, et se trouva dans la gêne financière. Il s'installa alors à Puteaux où changea fréquemment d'adresse : 223, avenue de Neuilly, 14, rue Saulnier, et enfin 8, rue du Four.

Pour subvenir à ses besoins, il ouvrit un débit de boissons.

En 1884, Digeon fut un des animateurs du groupe révolutionnaire de Puteaux, continua de donner quelques articles au *Cri du peuple* et à prendre la parole dans quelques meetings. Il aida également au lancement du journal anarchiste *Terre et Liberté* (voir Antoine Rieffel).

Le 5 janvier 1885, à l'occasion des obsèques de la mère de Louise Michel qui furent suivies par plus de 6000 personnes, Digeon fit un discours au nom des groupes anarchistes. Ce fut sans doute sa dernière prise de parole en public.

Le 14 février 1885, il marcha dans le cortège mortuaire de Jules Vallès au sein de la délégation des rédacteurs du *Cri du peuple*. Cette année-là, il rédigea, pour le compte des groupes anarchistes bruxellois, une brochure intitulée *La Commune de Paris devant les anarchistes*. Il ne militait cependant plus guère et, pendant quelques temps, s'efforça d'épauler Louise Michel dans son œuvre littéraire. Cependant, presque aveugle, dénué de ressources, diminué physiquement et intellectuellement, il dut être hospitalisé, sans doute à l'automne, à Lariboisière.

Fin 1885 ou début 1886, il déménagea à Trèbes, chez un cousin, où il vécut les dernières années de sa vie dans l'isolement et la maladie. Il mourut le 24 mars 1894 et fut enterré dans la fosse commune du cimetière de Trèbes devant une assistance peu nombreuse. Il semble que les autorités aient fait pression pour qu'il ne soit pas enterré à Narbonne afin d'éviter une manifestation socialiste et anarchiste. Sur sa tombe on fit lire son testament, empli de déclarations athées et révolutionnaires.

Pour l'itinéraire complet d'Émile Digeon, consulter la notice de Paul Tirand dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

#### Œuvre

*La Vérité sur les événements de Narbonne*, imp. de N. Rater, Rodez, 1871

*Projet de Constitution communo-fédérative* (inédit), 1872

*Droits et devoirs dans l'anarchie rationnelle*, Ed. Arthème Fayard, 1882

*A l'armée*, 1883

*Propos révolutionnaires*, imp. Décembre, 1884

*Le 14 juillet 1789*, imp. Décembre, 1884

*La Commune de Paris devant les anarchistes*, 1885.

#### Sources

*L'Intransigeant* du 7 janvier 1885

Tirand Paul, Émile Digeon (1822-1894), l'itinéraire singulier d'un communard, L'Harmattan, 2007 *L'Insurgé* (Bruxelles) du 23 mars 1885.



## RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS D'UNE MASCARADE ANNONCÉE...

Avant les résultats du premier tour de la présidentielle (le 23 avril 2017) les péripéties ont été nombreuses.

Sur la ligne de départ faisant suite à la « primaire de la droite » à l'automne et celle de la gauche plus tardive, en janvier, les supputations allaient bon train. Un **François Fillon** quasiment fait calife avant l'heure et un **Benoît Hamon** plébiscité par une gauche aux abois, voilà qui pouvait sembler être les deux termes d'une triangulation électorale venant compléter le tableau aux côtés de **Marine Le Pen**. La walkyrie frontiste faisait jusqu'alors la course en tête...

Les candidatures « marginales » des **Philippe Poutou**, **Nathalie Arthaud**, **François Asselineau**, **Jean Lassalle**, **Jacques Cheminade** et **Nicolas Dupont-Aignan** ne devaient logiquement figurer qu'à l'étiage électorat...

Quant à **Emmanuel Macron** et **Jean-Luc Mélenchon** ils laissaient planer quelques doutes liés à leur ancrage, voire à leurs positionnements pour le moins ambigus.

Puis les choses se mirent à bouger et le paysage à trembler. **Fillon** l'homme aux pourboires royaux et aux costards taillés sur mesures allait se retrouver mis en examen suite aux accusations d'un volatile de basse-cour fort bien informé...

Et **Fillon**, le monsieur propre dégringola dans les bas-fonds des sondages... **Hamon** qui jusque-là faisait bonne figure commença à rencontrer les vents mauvais...

La cohorte des socialistes qui l'avait adoubé fin janvier se rétracta peu à peu, se rappelant qu'un temps auparavant ce même **Hamon** avait lâché la majorité socialiste à l'assemblée, aidé en cela par les députés « frondeurs »...

L'image au soir du second tour de la « primaire socialiste » entre **Hamon** (le vainqueur) et **Valls** (le perdant) laissa augurer des lendemains enchantés. Elle allait pourtant très vite voler en éclats... Les caciques (et les élus) socialistes par canots entiers allaient abandonner le navire amiral de la rose pour rejoindre l'esquif de **Macron**, frêle à ses débuts mais de plus en plus enclins à affronter la forte mer...

**Le Pen** quant à elle voguait tranquillement à 30 nœuds à l'heure.

Puis le cataclysme prit toute son ampleur. Après les caciques vint le tour de l'électorat lequel, à son tour, abandonna **Hamon** pour rejoindre **Mélenchon**... Le croisement des courbes se fit d'un trait. Le candidat autoproclamé insoumis siphonna sans vergogne les caisses de son ancien camarade...

Au point que **Mélenchon** finit par y croire et se mit même à rêver d'un second tour face à la facho de service... **Hamon** finit par sécrouler totalement avec son « revenu universel » qui s'avéra être une bien piètre bouée !

Côté « républicains » **Fillon** remonta bien un peu, mais il était tombé si bas que **Dupont-Aignan** en vint à lui manger un peu de laine sur le dos...

Peu à peu le paysage s'éclaircit et **Macron** qui s'était mis en marche avec l'ardent désir de faire carrière au beau milieu de la galaxie libérale et mondialiste,



ni de droite, ni de gauche, mais du bon côté du manche, s'installa durablement en tête des sondages reléguant **Le Pen** à la seconde marche du podium.

**Fillon** et **Mélenchon**, bords à bords vinrent échouer à quelques encablures de la cérémonie des « Césars »...

**Hamon** très loin n'avait plus que les yeux pour pleurer quant à **Dupont-Aignan** il espéra un temps passer la barre fatidique des « 5% »... Et les cinq autres repartirent comme ils étaient venu-e-s : une main devant, une main derrière, content-e-s d'avoir participé, un peu à la manière de **De Coubertin**...

Le premier tour consacra **Macron** devant **Le Pen** ! L'heure fut alors aux ralliements et/ou aux défections.

**Fillon** et **Hamon** se déclarèrent d'emblée dans le wagon macroniste... Nombreuses et nombreux allaient être celles et ceux qui viendraient y prendre place...

**Mélenchon**, mauvais perdant en la circonstance, se refusa de dire pour qui il ne voterait pas ! Insoumis mais pas insomniaque il s'était endormi très tôt, trop tôt, sur ses lauriers (pourtant bien fragiles...).

**Dupont-Aignan**, quant à lui vint séchouer le 23 avril au soir sur un score à la fois inespéré et à la fois merdique de 4,7%. Merdique car les 0,3% manquants lui ôtaient tout espoir de prendre de la tune et de rentrer dans ses comptes...

Avant le premier tour il avait annoncé une décision qu'il qualifiait d'historique, sans trop en divulguer le contenu...

Et bien il a rejoint **Marine Le Pen** oubliant en passant les monceaux de critiques qu'il lui avait déversés sur la tronche des mois durant. Mais que voulez-vous, une place d'éventuel premier ministre et la certitude de ramasser la mise qu'il avait engagée allaient suffire à son bonheur.

Il n'y a pas de petits reniements mais seulement de grandes causes mêmes merdiques...

Avant le 7 mai **Macron** et **Le Pen** se partagent le quotidien des medias et celui de tou-te-s les électoralistes.

Même si le suspens n'est là que pour satisfaire les gogos, les journalistes font comme si **Marine Le Pen** pouvait gagner. Il en va de leur taux d'écoute et de la manne financière que leur verse la Pub.

Le 1er Mai, consacré à la politique politicienne, mais à cela nous y sommes habitué-e-s, a atteint les sommets de la tartufferie. Une grande partie de celles et ceux qui ont défilé l'ont fait pour barrer la route au « fascisme ». Ce faisant elles et ils ont implicitement appelé à lui barrer la route, y compris dans les urnes et donc en votant Macron. Elles et ils ont fait allégeance, quoiqu'elles et ils en disent, à celui qui pendant cinq années à venir va nous faire avaler les couleuvres du grand capital.

Barrer la route au fascisme c'est avant tout changer la société de fond en comble...

Le débat du 3 mai a pu un temps nous rappeler ce qu'éruptait le père de sa fille. Déballages, coups sous la ceinture et « fake news » ont pollué les écrans déjà bien dégoulez mais n'ont pas trop gêné le premier de la classe promis aux plus belles marches vers le pouvoir...

Le verdict des urnes n'a pas manqué de relayer les suppositions dégoulinantes des instituts de sondages. Les panels de votard-e-s, sondé-e-s au plus profond, avaient donné le résultat avant même que celles et ceux qui ont chevillée au corps l'impression de participer au choix ne se déplacent en meutes vers les isolements de la « démo crasse... « ouille » !

Macron le candidat de la « finance mondialisée » a fini par terrasser la « candidate autoproclamée du peuple » malgré les presque 12 millions d'abstentionnistes et les 4 millions de bulletins blancs ou nuls.

Pas de quoi se réjouir tout de même quand nous constatons que l'ex banquier ramasse 20 millions de « followers » et la toujours facho en rafle un peu plus de 10 millions...

Et maintenant la foire d'empoigne va reprendre de plus belle avec plus de guignols sur les 577 scènes du théâtre des appétits carriéristes et des trahisons politiciennes, le tout sur fond d'abandon des luttes...

Les insoumis n'en ont pas fini de se soumettre au système politicard. Mélenchon s'étant pris la grosse tête se rêve en leader maximo. Il entraîne avec lui des « gens » probablement sincères (pour beaucoup d'entre-eux) mais qui très vite déchanteront après avoir suivi aveuglément le chef auto proclamé jusqu'à la déconfiture. Fin du « film » électoral. Finie la récré !

Les socialistes quant à eux continueront de rétrécir leur équipe autour du bac à sable (bonne nuit les petits).

Les panels de votard-e-s, sondé-e-s au plus profond, avaient donné le résultat avant même que celles et ceux qui ont chevillée au corps l'impression de participer au choix ne se déplacent en meutes vers les isolements de la « démo crasse... « ouille » !

Macron le candidat de la « finance mondialisée » a fini par terrasser la « candidate autoproclamée du peuple » malgré les presque 12 millions d'abstentionnistes et les 4 millions de bulletins blancs ou nuls.

Pas de quoi se réjouir tout de même quand nous constatons que l'ex banquier ramasse 20 millions de « followers » et la toujours facho en rafle un peu plus de 10 millions...

Et maintenant la foire d'empoigne va reprendre de plus belle avec plus de guignols sur les 577 scènes du théâtre des appétits carriéristes et des trahisons politiciennes, le tout sur fond d'abandon des luttes...

Les insoumis n'en ont pas fini de se soumettre au système politicard. Mélenchon s'étant pris la grosse tête se rêve en leader maximo.

Il entraîne avec lui des « gens » probablement sincères (pour beaucoup d'entre-eux) mais qui très vite déchanteront après avoir suivi aveuglément le chef auto proclamé jusqu'à la déconfiture. Fin du « film » électoral. Finie la récré !

Les socialistes quant à eux continueront de rétrécir leur équipe autour du bac à sable (bonne nuit les petits).

Les républicains ont entrepris tardivement la défillonisation de la boutique, mais l'exode de certains cadres vers la macrosphère ont calmé les ardeurs des plus fous pourtant en proie à une boulimie identitaire. Les communistes en mal de partenariat frôleront quelques décennies après Cousteau les fonds abyssaux de la mathématique électorale. Quant aux fachos malgré les déboires qu'ils ont subis et les tracasseries internes, ils nous l'ont joué représentant-e-s du peuple en pensant tout bas aux charters d'immigrés et à la préfé- «rance» nazi-onale...

Nous n'oublions les équipes de la «raie-publique en marche» qui se voit péter plus haut que ses 400 culs mondialisés et envahir une Assemblée à sa botte...

Et à côté de ces diverses candidatures originales, marginales ou farfelues nous aurons l'occasion de revoir le numéro de nos duettistes les « Léon Davidovitch Bronstein sister's » même si cela ne se jouera que dans un nombre limité de circonscriptions...

Et c'est ainsi qu'après les grandes marées électorales, nous avons eu droit aux pitoyables péripéties de la moralisation de la vie politique commençant par le départ des ministres du Modem.

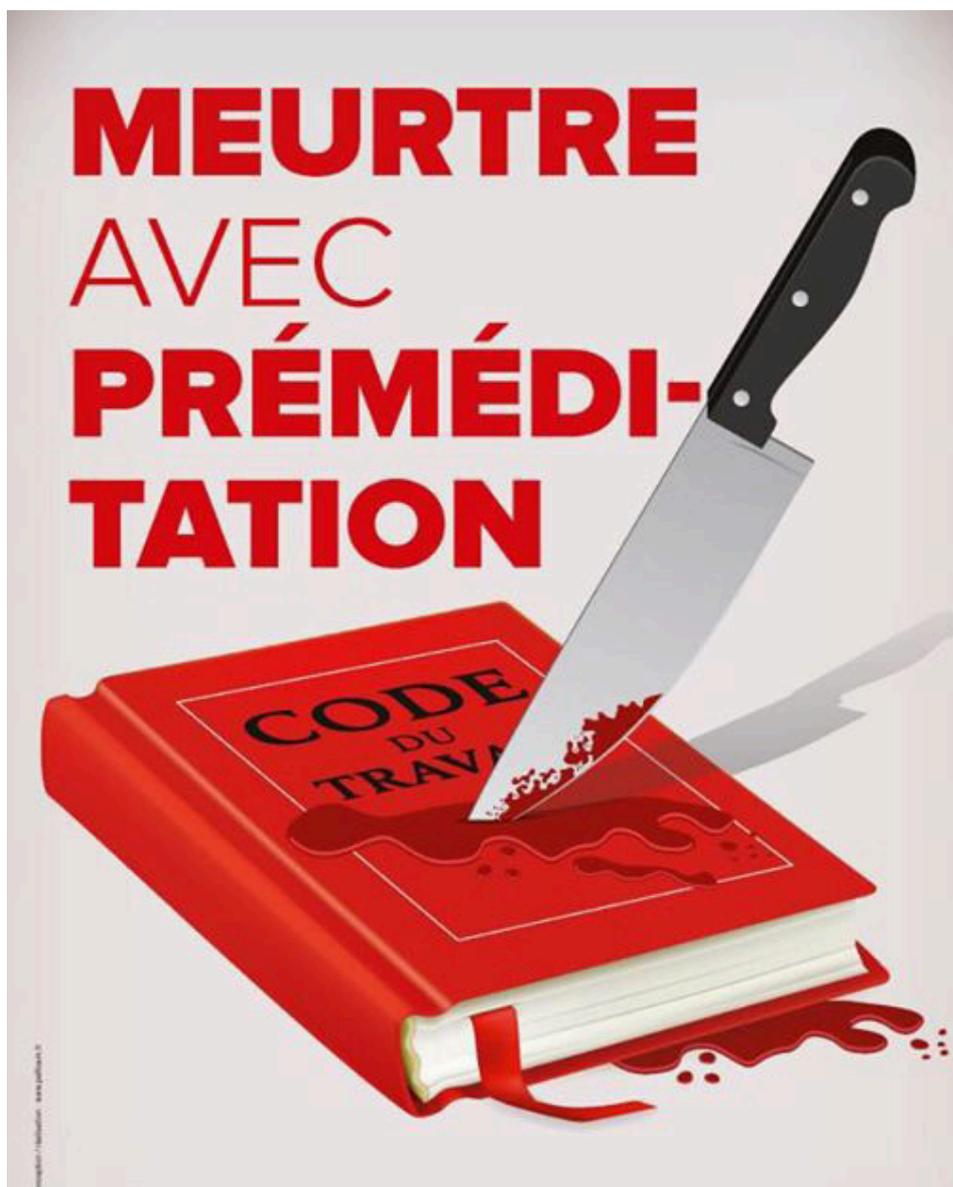
La suite était écrite d'avance : après le dynamitage à la Sarko et le champ de mines déposées par les artisans de la première Loi Travail, la voie était libre pour les startupper aux manettes. Pour le plus grand bonheur du Medef, les managers de l'Élysée et de Matignon se sont empressés de réaliser leur rêve de toujours : s'autoriser les licenciements sans entraves pour se gaver sans retenue.

Excités par tant de succès, les voilà prêts à s'attaquer aux retraites et à tout ce qu'il leur plaira. Pas complètement déconnectés ils n'oublieront pas au passage d'intégrer dans le droit commun les dispositions de l'état d'urgence. Ça pourra toujours servir quand il faudra gazer ou emprisonner du populo en colère...

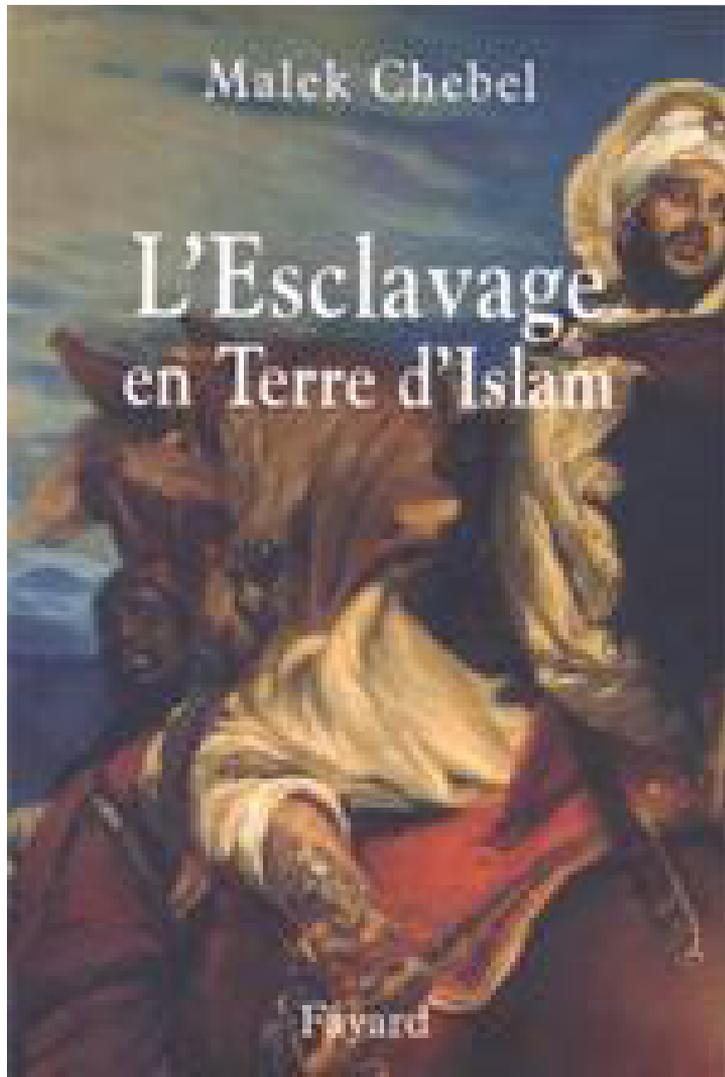
Il ne nous reste plus qu'à espérer qu'à force de se faire insulter par les aristos de la haute le populo se fâche pour de bon et envoie péter tous ces profiteurs, en se gardant bien de suivre quelque sauveurs électoralistes que ce soit.

Révolution Sociale et Libérale !

Perpignan, Toulouse  
septembre 2019



# L'ESCLAVAGE EN TERRE D'ISLAM



## MALEK CHEBEL

Article réalisé à partir d'une part de la lecture de l'ouvrage ainsi que des écrits d'Alban Dignat et Raphaël Adjobi

L'anthropologue des religions et psychanalyste algérien Malek Chebel, né en 1953 à Skikda est mort à Paris le 12 novembre 2016 à l'âge de 63 ans.

Infatigable travailleur, d'une curiosité incontestable, il a collectionné les doctorats :

Psychopathologie clinique et psychanalyse (1980), Ethnologie (1982), Sciences politiques (1984).

Sa polyvalence ainsi que son implication dans la vie de la cité et le débat des idées le conduiront dès 1995 à diriger des recherches en Sorbonne et il multipliera les interventions au cours de séminaires ou de conférences, en Europe et aux Etats-Unis...

Dans son ouvrage *L'esclavage en terre d'islam*<sup>1</sup> paru en 2007, Malek Chebel nous fait découvrir une culture esclavagiste qui très tôt s'est greffée sur l'islam. Son ouvrage est du reste sous-titré *Un tabou bien gardé*.

A la lecture des premières pages, il est difficile de ne pas penser à tous ces hommes et femmes d'Afrique et leurs frères et sœurs des U.S.A. qui ont à un moment rejeté la religion catholique, justement considérée comme la religion des colons et des esclavagistes pour embrasser la religion musulmane.

De zélés défenseurs de l'Islam qui, durant leur vie entière, ne s'adonneront jamais à la moindre critique à l'adresse de la religion de Mohammed, pas plus qu'ils ne critiqueront les pays qui l'ont érigée en dogme d'Etat. Malek Chebel s'étonne du mutisme entretenu par de très nombreux musulmans quant à la réalité de l'histoire de leur religion.

Selon lui, le monde musulman, semble ignorer consciemment la culture religieuse musulmane. En d'autres termes, il semble se complaire dans l'ignorance de son histoire religieuse, celle qui inclut des pratiques sociales que la conscience humaine désapprouve de nos jours.

Lire ce livre permet de découvrir les multiples visages de l'esclavage en terre musulmane hier et aujourd'hui. Malek Chebel nous parle des esclaves chanteuses, des énuques d'Europe et d'Afrique, des esclaves soldats, etc. Il nous guide de l'Espagne à l'Europe centrale en passant par l'Afrique et le Moyen Orient. Il montre du doigt « l'esclavage de traîne » c'est-à-dire la survivance de l'esclavage – au Sénégal, en Mauritanie, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Egypte, au Soudan, En Lybie, au Tchad, au Niger, au Sultanat de Brunei, en Arabie Saoudite... Rapidement, l'esclavage est devenu un fait central des sociétés musulmanes, comme il l'a été des sociétés grecque et romaine. « Nulle part on ne trouve contre lui d'opposition ou de réprobation », note Malek Chebel, en rappelant que les plus grandes figures intellectuelles de l'islam ont été comme les autres de grands propriétaires d'esclaves.

Dans beaucoup de régions perdure l'esclavage « de traîne » ce qui nous indique qu'il est toujours d'actualité. En Arabie, malgré la répétition des « édits abolitionnistes », l'esclavage perdure de fait, avec une relative discrétion. Il concerne des ressortissants africains, sans parler des travailleurs asiatiques dont le sort est proche de la servitude.

L'esclavage demeure présent aussi dans les régions sahariennes (Libye, Niger, Tchad, Mali...) sans qu'on puisse en chiffrer l'importance.

En Mauritanie, l'esclavage des « Noirs » (Harratine) par les Bédouins est une réalité prégnante dont l'auteur a lui-même pris la mesure lors de ses voyages...

Il est ahurissant de constater que l'esclavage que l'on envisageait le plus souvent sous sa forme ancienne, existe encore de nos jours dans ces pays sans que « les gouvernants » n'envisagent un seul instant de l'éradiquer. Un esclavage en pays musulman passant de sa forme archaïque pour parvenir à son visage actuel fait d'humiliations individuelles, presque invisibles, difficilement quantifiables dont il donne certains aspects criants et révoltants à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'islam s'est en fait adapté à une culture esclavagiste sans problème sans rien changer à la pratique féodale antérieure. L'islam « égalitariste » qui dit prôner le partage des richesses approuve et encourage par ailleurs l'esclavage : un dispositif de dépendance et de soumission de l'esclave au maître.

Ainsi, cette étude nous apprend que les pays soumis à l'islam ne font pas exception. Tout comme les pays occidentaux dans lesquels existent toujours des esclaves invisibles, il ne faut pas l'oublier.

Malek Chebel le rappelle avec justesse : « l'esclavage est la pratique la mieux partagée de la planète, c'est un fait humain universel ».

Autant dire que la lutte contre l'esclavage demeure d'actualité et cet ouvrage permet de s'en convaincre.

Perpignan juin 2017

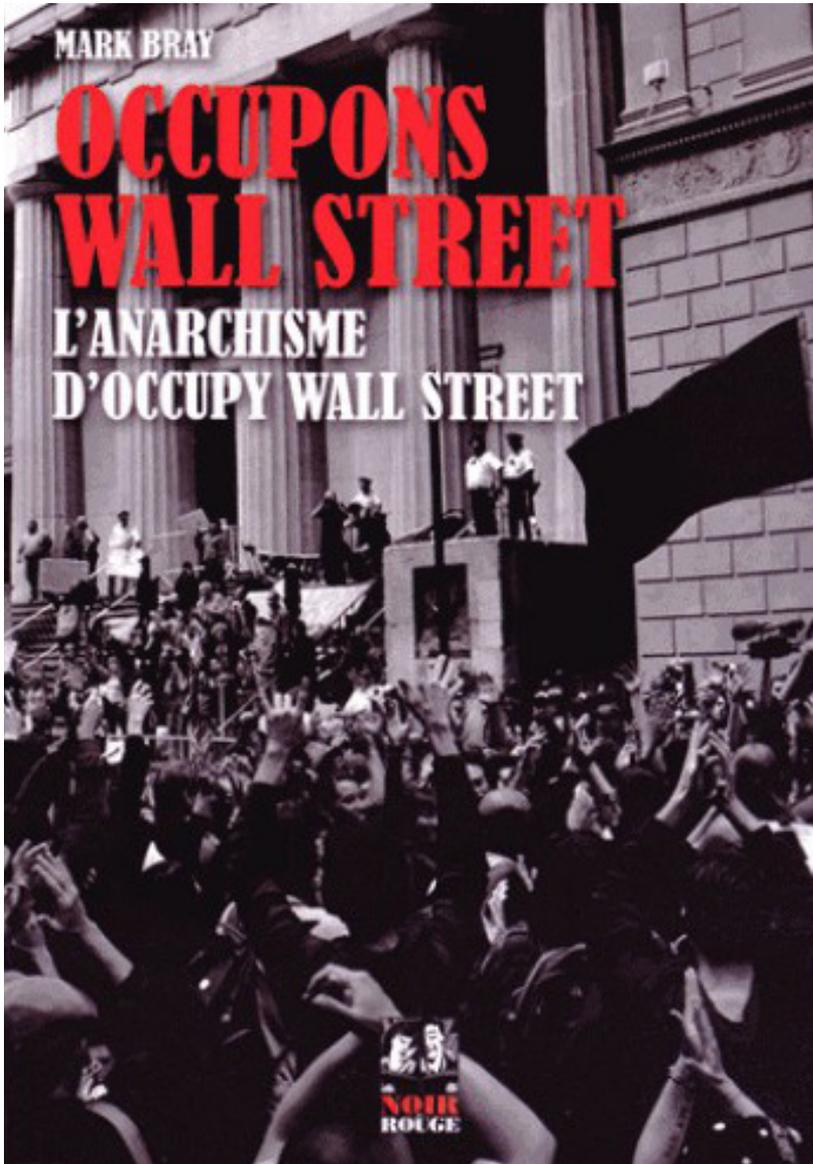


# OCCUPONS WALL STREET

## L'ANARCHISME

### D'OCCUPY WALL STREET

Mark Bray – Traduction de l'Américain : Astrid Aïdolan-Ague et Vivien Garcia Editions Noir et Rouge 2014



2011 : Pour la première fois depuis longtemps, des personnes du monde entier ont pensé : « L'heure est venue ! ». Ainsi commence le livre de Mark Bray à propos du mouvement d'occupation de Wall Street, qui débuta le 17 septembre 2011 à New York, qui se poursuit en octobre dans plus de 900 villes dans le monde, et que l'auteur qualifie de mouvement anticapitaliste et antiautoritaire dont le noyau dur était composé de militants anarchistes ou anarchisants. Mark Bray, jeune étudiant anarchiste, plongé dès le départ au cœur du mouvement dans le groupe Presse ainsi que celui d'Action directe, veut alors comprendre les dynamiques internes. Il décide de réaliser des entretiens de militants pour la plupart anarchistes ou anarchisants pendant la première année d'existence du mouvement. Il en fera 192. Cette étude lui permet de clarifier les nombreux malentendus ayant trait à l'anarchisme en général, mais surtout d'apporter sa propre analyse de la diversité de la tradition politique qui s'y rapporte, aussi bien d'un point de vue de chercheur en histoire moderne européenne que militant actif dans des organisations comme le syndicat industriel des travailleurs du monde (IWW) ou les mouvements antimilitaristes, altermondialistes, ou ceux de défense des droits des étudiants et des étrangers.

Ayant passé un an en Espagne pour ses études, Mark Bray ne va se priver d'illustrer ses propos par de nombreuses références à l'Histoire européenne des anarchistes pour peu que celles-ci s'inscrivent dans son analyse politique globale des militant d'OWS, concernant la tactique et la stratégie.

Il se penche alors aussi bien sur les débats politiques que sur l'action directe pouvant déboucher sur la violence des célèbres black blocs. Du slogan « Nous sommes les 99 % » à la critique du socialisme mou (incarné peu ou prou aux US par Obama ou en Europe par les divers partis socialiste), de la question électorale à la définition de la violence dans le cadre de la lutte des classes (à laquelle l'auteur adhère vivement), l'affirmation du chapitre IV : Pourquoi nous avons besoin d'une révolution, permet à Mark Bray d'imaginer des scénarios révolutionnaires (un clin d'œil au Talon de fer De J.London ?) qui après 300 pages d'analyse sont assez convaincants par ses diverses propositions. Un pavé costaud contre le capitalisme.

**Dernière publication de Mark Bray (en Anglais) : Antifa, The Anti-Fascist Handbook (Melville House Publisher). Août 2017.**





## **Pour contacter Organisation Anarchiste**

**oa-AT-infosetanalyseslibertaires.org**

## **Nos groupes et liaisons**

### **PERPIGNAN**

#### **Groupe Puig Antich**

messengerie: [contact\\_AT\\_groupe-puig-antich.info](mailto:contact_AT_groupe-puig-antich.info)  
Librairie Infos 2, rue Théodore Guiter à Perpignan  
(près de la place des Poilus)  
Permanences : samedi de 15H à 19H

### **TOULOUSE**

#### **Groupe Albert Camus**

messengerie: [groupe.albert.camus\\_AT\\_gmail.com](mailto:groupe.albert.camus_AT_gmail.com)  
36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse  
Permanences : les Mardi de 18h30 à 19h30 se-  
maines impaire et les jeudi semaine paires .

### **COMMINGES** (Pyrénées centrales)

#### **Groupe Nosotros**

messengerie: [nosotros1936\\_AT\\_yahoo.fr](mailto:nosotros1936_AT_yahoo.fr)

### **MONTPELLIER**

#### **Groupe Victorine**

[groupe-victorine-oamp\\_AT\\_ntymail.com](mailto:groupe-victorine-oamp_AT_ntymail.com)

### **CARCASSONNE**

#### **Groupe Anarchiste de Carcassonne**

messengerie: [groupecarcassonne\\_AT\\_gmail.com](mailto:groupecarcassonne_AT_gmail.com)

### **93**

#### **Liaison Région parisienne**

écrire au secrétariat  
messengerie: [oa\\_AT\\_infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa_AT_infosetanalyseslibertaires.org)

### **AUCH**

#### **Liaison du Gers**

ecrire au secrétariat  
messengerie: [oa\\_AT\\_infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa_AT_infosetanalyseslibertaires.org)

### **ORLÉANS**

#### **Liaison du centre**

ecrire au secrétariat  
messengerie: [oa\\_AT\\_infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa_AT_infosetanalyseslibertaires.org)

Nota: Dans les adresses mail, remplacer \_AT\_ par @